

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'ÉNERGIE ET DE LA MER

MINISTÈRE DU LOGEMENT
ET DE L'HABITAT DURABLE

*Direction de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de La Martinique*

Schoelcher, le 30 mars 2017

*Service Risques Énergie et Climat
Pôle Risques Industriels
Unité Risques Accidentels Carrières*

Nos réf. : ENV-17-084

Établissement : S3IC 222.00044

Affaire suivie par : Didier COURCHINOUX

didier.courchinoux@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 05 96 59 58 20 – Fax : 05 96 59 58 81

Monsieur le Directeur,

Vous trouverez sous ce pli, une copie de l'arrêté préfectoral n°201703-0007 du 20 mars 2017 portant prescriptions complémentaires et imposant des investigations sur le sol et les eaux souterraines sur le site de la **Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles (S.A.R.A)** situé à la Zone Industrielle de Californie au LAMENTIN.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

Chef de l'Unité Risques
Accidentels et Carrières

D. COURCHINOUX

S A R A

Zone Industrielle de Californie
BP 436
97232 – LE LAMENTIN

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'ÉNERGIE ET DE LA MER

MINISTÈRE DU LOGEMENT
ET DE L'HABITAT DURABLE

*Direction de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la Martinique*

Schoelcher, le 30 mars 2017

*Service Risques Énergie et Climat
Pôle Risques Industriels
Unité Risques Accidentels Carrières*

Nos réf. : ENV-17-0084

Établissement : S3IC 222.00044

Affaire suivie par : Didier COURCHINOUX

didier.courchinoux@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 05 96 59 58 20 – Fax : 05 96 59 58 81

Monsieur le Maire,

Vous trouverez sous ce pli, une copie de l'arrêté préfectoral n°201703-0007 du 20 mars 2017 portant prescriptions complémentaires et imposant des investigations sur le sol et les eaux souterraines sur le site de la **Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles (S.A.R.A)** situé à la Zone Industrielle de Californie au LAMENTIN.

Je vous serais obligé de bien vouloir, pour votre part, veiller à l'exécution de cet arrêté, et de permettre sa consultation par toute personne intéressée qui vous en ferait la demande.

Par ailleurs, une copie de cet arrêté devra être affichée dans votre mairie pendant une durée minimum de un mois.

Un procès-verbal attestant l'accomplissement de cette formalité devra m'être adressé par vos soins.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments distingués.

Chef de l'Unité Risques
Accidentels et Carrières

D. COURCHINOUX

Hôtel de Ville du LAMENTIN

Place Antonio Macéo

BP 11

97232 – LE LAMENTIN

P.J. : 1 arrêté



PRÉFET DE LA MARTINIQUE

*Direction de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
de la Martinique*

Service Risques, Énergie et Climat

ARRÊTÉ N° 201703-0007

Portant prescriptions complémentaires et imposant des investigations sur le sol et les eaux souterraines sur le site de la Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles située au LAMENTIN.

**Le Préfet de la Martinique
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

VU le Code de l'Environnement, partie réglementaire et en particulier les articles R515-81 et R515-59-I-3° ;

Vu la Directive 2010/75/EU du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le Décret 2013-374 du 2 mai 2013 portant transposition des dispositions générales et du chapitre II de la Directive 2010/75/EU relative aux émissions industrielles

Vu le décret du 31 juillet 2014 portant nomination de M. Fabrice RIGOULET-ROZE en qualité de préfet de la région Martinique ;

VU le décret du 24 juin 2015 portant nomination de Patrick AMOUSSOU-ADEBLE en qualité de secrétaire général de la préfecture de la Martinique ;

Vu l'arrêté préfectoral n°04-1214 du 11 mai 2004 portant autorisation de poursuivre l'exploitation d'une raffinerie au Lamentin ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°08-0903 du 19 mars 2008 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté d'autorisation n°04-1214 du 11 mai 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°08-02702 du 7 août 2008 portant prescriptions complémentaires à la Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune du Lamentin ;

Vu le dossier intitulé Rapport de base n° A82559/A du mois d'août 2016 selon la Directive IED déposé par l'exploitant en date du 14 novembre 2016 ;

Vu le rapport et les propositions en date du 08 février 2017 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis en date du 23 février 2017 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté le 23 février 2017 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet en date du 24 février 2017.

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article R515-81 du code de l'environnement, dans le cadre de ses activités le site est soumis à la Directive IED et qu'à ce titre l'exploitant est tenu d'établir un rapport de base selon la Directive pré-citée ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des conclusions émises dans le rapport de base qu'il produit en application de l'article R515-59-I-3 du Code de l'Environnement et sont de nature à comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation ;

CONSIDERANT que les arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et qu'ils peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié. L'exploitant peut se faire entendre et présenter ses observations dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article R512-25 et au premier alinéa de l'article R512-26 ;

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1 : Exploitant

La Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles (SARA), dont le siège social est situé Zone Industrielle de Californie, BP 436, 97292 Le Lamentin, dénommé ci après l'exploitant, doit pour les installations qu'elle exploite à la même adresse, respecter les prescriptions du présent arrêté.

I Eaux Souterraines :

Article 2 : investigation sur les eaux souterraines – Piézomètres de surveillance :

L'exploitant est tenu de faire procéder à la mise en place d'un réseau supplémentaire de 6 piézomètres au plus tard le 31 octobre 2017 :

- en aval des bacs de la cuvette n°5 (Sud et Ouest),
- en aval du PCC (Poste de Chargement des camions Sud et Est),
- en aval immédiat des unités de production.

Ces nouveaux piézomètres devront être implantés conformément au plan joint au présent arrêté.

Article 3 : Condition d'implantation :

Les piézomètres seront installés conformément aux règles de l'art et en référence à la norme FDX31-614 d'octobre 1999. Une profondeur minimale de 15 mètres est à respecter excepté pour les piézomètres situés en amont hydraulique en partie Nord-Est du site ou celle-ci devra atteindre 20 mètres. Le nivellement en coordonnées X,Y,Z devra être réalisé par un géomètre expert. L'esquisse piézométrique du site sera mise à jour.

Article 4 : Prélèvement :

Les prélèvements, le conditionnement et l'envoi des échantillons en laboratoire seront réalisés en référence à la norme X31-620-partie 2.

Article 5 : Analyses :

Sans préjudice des analyses prescrites à l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 08-02702 du 7 août 2008 des analyses devront être réalisées par un laboratoire agréé avant le 31 décembre 2017 au plus tard concernant les 12 piézomètres suivants Pz0, Pz2, Pz4 à Pz12 ainsi que les 6 nouveaux pour l'ensemble des paramètres suivants :

- HCT : C₅-C₁₀ et C₁₀-C₄₀,
- CAV (Composés aromatiques Volatiles),
- HAP éléments traces polycycliques (HAP-16 éléments)
- ETM (éléments traces métalliques): arsenic, plomb, vanadium, chrome, cobalt, molybdène, nickel, titane,
- ETBE, MTBE,
- Mesure du pH, conductivité sur site, niveau de la nappe.

II Sols :

Article 6 : Investigations sur les sols :

Pour le 31 octobre 2017 au plus tard, des investigations seront réalisées dans le secteur de la cuvette n°5. Les prélèvements, conditionnement et envoi des échantillons en laboratoire seront réalisés conformément à la norme X31-620-partie 2.

Article 7 : Programme d'investigation :

Le programme d'investigation sur les sols est conforme au programme défini dans le rapport intitulé « Rapport de base selon la Directive IED août 2016-A82559/A » et comprend :

- la réalisation de 16 sondages de sol à 2 mètres de profondeur,
- 2 sondages de part et d'autre de chaque bac et 2 sondages pour les cuvettes 5A, 5B et 5C,
- l'échantillonnage d'au moins 2 échantillons de sol par sondage avec description de la lithologie et échantillonnage par horizon représentatif de sol,
- la sélection des échantillons de sol pour analyses en fonction des observations organoleptiques : à minima 1 échantillon par sondage.

Article 8 : Analyses :

L'analyse sur chaque échantillon prélevé portera sur les paramètres suivants :

- HCT C₁₀-C₄₀,
- HAP,
- ETM (Arsenic, plomb, vanadium, chrome, cobalt, molybdène, nickel, titane).

En fonction des résultats d'analyse des eaux souterraines des prescriptions complémentaires pourront être imposées afin de compléter le diagnostic des sols.

III Informations et résultats :

Article 9 : Information

L'exploitant tient le service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement informé de la réalisation effective de chaque phase des travaux visés aux articles 2 à 8 du présent arrêté aux fins de récolement.

Article 10 : Transmission des résultats des analyses sols et eaux souterraines

L'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection les résultats des différentes analyses dès réception du rapport.

Article 11 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Fort de France

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 12 : Publicité

Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie du LAMENTIN pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire.

Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 13 : Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles (SARA)

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;
- M. le Directeur de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement ;
- M. le Maire du LAMENTIN.

Qui sont chargés, chacun pour ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Martinique.

Fort- de-France, le

20 MARS 2017

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture
de la Martinique

Patrick AMOUSSOU-ADEBLE

Annexe 1

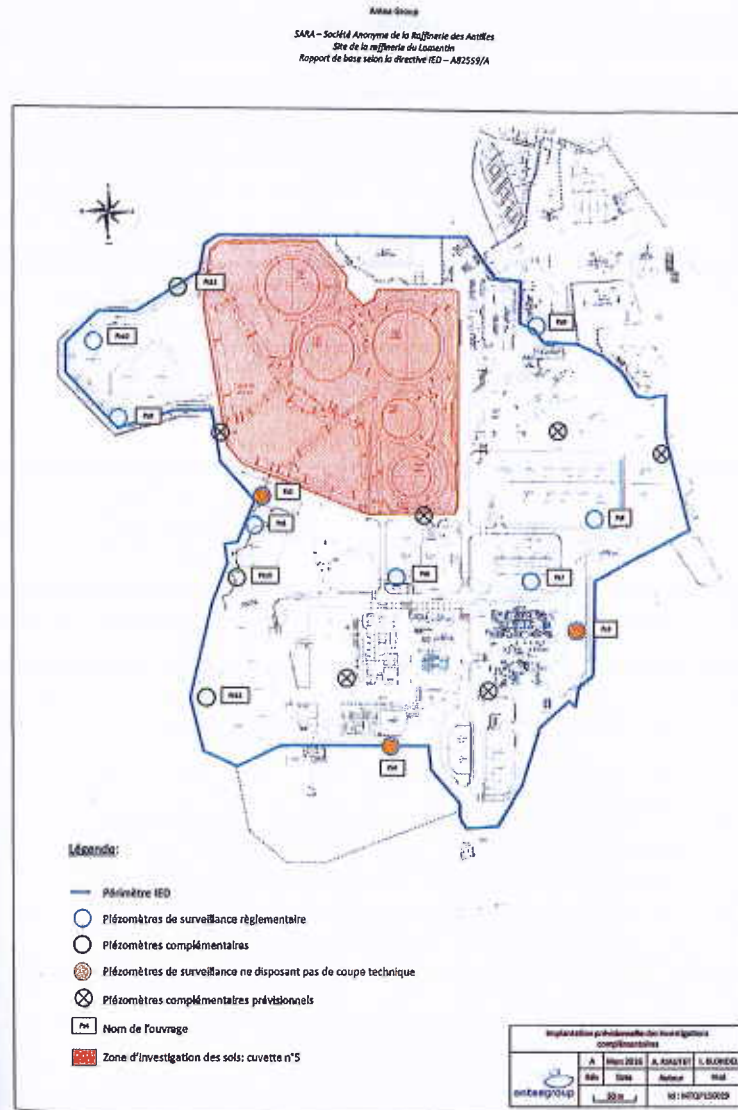


Figure 20 : Localisation prévisionnelle des investigations complémentaires : nouveaux piézomètres et diagnostic approfondi des sols

VU POUR ETRE ANNEXE
A L'ARRETE N° 2017 03-007
DU 20 mars 2017

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture
de la Martinique

Patrick AMOUSSOU-ADEBLE

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'ÉNERGIE ET DE LA MER

MINISTÈRE DU LOGEMENT
ET DE L'HABITAT DURABLE

Direction de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la Martinique

Service Risques, Énergie, Climat
Pôle Risques Industriels

Unité Risques Accidentels Carrières

Nos réf. : ESP RI ENV-17.0084

Établissement : S3IC 0222-00044

Affaire suivie par : Didier COURCHINOUX

didier.courchinoux@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 05 96 59 58 20 – Fax : 0596 59 58 81

Schoelcher, le

15 MARS 2017

Note

pour

Monsieur le Préfet de la Martinique

Objet : Projet d'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires et imposant des investigations sur le sol et les eaux souterraines pour la société SARA sur le territoire de la commune du LAMENTIN.

PJ : 1 projet d'arrêté préfectoral

La SARA est autorisée à exploiter depuis 1969 des installations de raffinage de pétrole sur le site de Californie au Lamentin. Il s'agit d'une installation classée SEVESO Seuil Haut du fait de ses capacités de fabrication. Dans le cadre de ses activités, le site est soumis à la Directive IED de part son classement dans la rubrique 3120 de la nomenclature des installations classées et à ce titre l'exploitant doit établir un rapport de base conformément à l'article R515-82 du Code de l'Environnement.

Le dossier déposé par l'exploitant le 14 novembre 2016 est élaboré conformément aux textes réglementaires, il contient l'ensemble des éléments permettant de juger de la pertinence des paramètres retenus et d'imposer des prescriptions visant à la surveillance des sols et des eaux souterraines.

Ce projet d'arrêté préfectoral a été présenté aux membres du CODERST en date du 23 février 2017 et a reçu un avis favorable.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous transmettre ce projet d'arrêté préfectoral portant prescriptions réglementaires, que je sou mets à votre signature.

Le Directeur Adjoint de l'Environnement,
De l'Aménagement et du Logement

GILBERT GUYARD



FICHE DE TRANSMISSION PRÉFECTURE DE LA RÉGION MARTINIQUE

Bureau des Relations avec les usagers
DESTINATAIRE : DIRECTION DES AFFAIRES LOCALES ET INTERMINISTÉRIELLES - DALL

POLE COURRIER

OBJET : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire imposant des investigations sur le sol et sur les eaux concernant la société SARA.

ENV. 17.0084

Motif de l'envoi :

SIGNATURE ☒ ENREGISTREMENT ☐ INFORMATION ☐ AVIS SOLLICITE ☐

Nom du rédacteur : Didier Courchinoux

Le

21/03/2017

Téléphone: 0596 59 58 20

Visa et cachet du DEAL :

Le Directeur Adjoint de l'Environnement,
De l'Aménagement et du Logement

Date : 15 MARS 2017 GILBERT GUYARD

Date et n°enregistrement BCI : BRV:
2017-03-16 du 16 mars 2017

Date et visa Chef du BCI :

16/03/17

Date et visa de la DALL :

Visa du Secrétaire Général :

16/03/2017

Observations :

Relan SREC

